



# ÉCONOMIE

## Vers une refonte de la formation professionnelle

**WILLIAM PLUMMER**  
 @PlummerWilliam

Près de deux mois après l'ouverture du chantier de l'examen de la réforme de la formation professionnelle de 2018, les discussions entre les partenaires sociaux sont en bonne voie. Une véritable nécessité quand on sait que l'enjeu des compétences est au cœur de la stratégie du gouvernement pour préserver l'emploi très chahuté par la crise. Et que cette réforme, qui devait provoquer un véritable big bang du secteur, laisse aujourd'hui à désirer.

Son financement est caduc, sa gouvernance inefficace et certains dispositifs – à l'image du compte personnel de formation (CPF) – n'ont pas les effets escomptés en termes d'acquisition de qualifications et de certifications. Face à ces nombreuses problématiques, patronat et syndicats – à l'exception de la CGT qui n'a pas souhaité participer à ce chantier initié par le Medef dans son agenda social d'autonome – portent l'ambition d'aller « au-delà de l'évaluation de la loi » et donc de parvenir d'ici à juillet à un accord national interprofessionnel (ANI). *C'est extrêmement positif, il y a une vraie réflexion pour apporter des réponses concrètes*», estime Maxime Dumont, de la CFTC.

Depuis le 9 avril, syndicats et patronat s'entretiennent chaque semaine pour analyser en profondeur la loi entrée en vigueur il y a trois ans. De très nombreux pans de la réforme ont déjà été passés au crible : le plan de développement des compétences, le compte personnel de formation, les transitions professionnelles ou encore l'alternance. Ce vendredi aura lieu la dernière séance d'évaluation avec, au programme, la cer-

tification professionnelle et les très épineuses questions de gouvernance et de financement. Dès la semaine prochaine, les partenaires sociaux passeront dans le dur du travail, en rédigeant cette fois des propositions d'améliorations, qu'ils remettront à la mi-juillet à Élisabeth Borne.

Le ministère du Travail reste très vigilant sur ce dossier, l'enjeu des compétences étant central dans le plan de relance. En ce sens, la Rue de Grenelle a rencontré syndicats et patronat mardi pour évoquer le sujet et pour mettre en place des groupes de travail techniques. Mais ce sans court-circuiter les discussions déjà en cours...

### La question du financement

À l'horizon du 9 juillet, des propositions communes devront émerger. Un travail d'amélioration du compte personnel de formation (CPF) semble déjà faire consensus. « Il y a une certaine dérive du dispositif. On doit recentrer les efforts de formation vers les entreprises et les salariés. 60 % des formations délivrées ne sont ni qualifiantes ni certifiantes », affirme Maxime Dumont. Et pour cause, les formations les plus sollicitées concernent le permis B ou l'apprentissage des langues.

La question du financement sera, elle aussi, une grande lutte des prochaines semaines. D'autant plus que quelques tensions se font déjà sentir. « Il est nécessaire d'augmenter les contributions, qu'elles soient du côté des entreprises ou du gouvernement, car la réforme est sous-financée depuis le début », affirme Michel Beaugas de Force ouvrière. Et, du côté du patronat, l'idée de mettre la main à la poche est très loin de plaire. ■

